



ASIA FOCUS

ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES : QUELS HORIZONS POUR LA CHINE ?

Entretien réalisé par Emmanuel Lincot, sinologue et chercheur associé à l'IRIS

Guillaume Giroir / Professeur de géographie de la Chine (Université d'Orléans), auteur de *Le développement durable en Chine. État des lieux et perspectives* (Hermann- 2024)

Juin 2024



ENTRETIEN AVEC



Guillaume Giroir / Professeur de géographie de la Chine (Université d'Orléans), auteur de *Le développement durable en Chine. État des lieux et perspectives* (Hermann- 2024)



Guillaume Giroir est un ancien élève de l'École normale supérieure. Diplômé de l'Inalco, il est professeur de géographie de la Chine (Université d'Orléans) et auteur de « Le développement durable en Chine. État des lieux et perspectives » aux éditions Hermann

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

EMMANUEL LINCOT : Majeur, votre ouvrage ouvre des perspectives de réflexion sur la Chine et son avenir en tenant compte de plusieurs paramètres relevant de la géographie, de la stratégie et de l'économie. Comment interprétez-vous la récente visite de Xi Jinping en Europe (mai 2024) ?

GUILLAUME GIROIR : Pour ce qui est des relations franco-chinoises, cette visite s'inscrit en première analyse dans le cadre d'une pratique diplomatique ordinaire de réciprocité ; elle succède à la visite d'État du président Emmanuel Macron en Chine en avril 2023. En outre, 2024 représente l'année du tourisme culturel franco-chinois et surtout celle du 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine. Néanmoins, le 30 avril, quelques jours avant d'accueillir Xi Jinping, le président Macron a rencontré à l'Élysée de manière non officielle Penpa Tsering, dirigeant politique élu en 2021 de l'Administration centrale tibétaine ; une première. La visite en France a débuté par un entretien tripartite avec Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et les deux présidents français et chinois, au cours duquel des échanges « francs » ont été menés au sujet des contentieux commerciaux et du soutien de la Chine à l'égard de la Russie dans son agression de l'Ukraine.

Pour la Chine, entretenir de bonnes relations avec la France revêt plusieurs objectifs stratégiques correspondant à ses propres intérêts, notamment sécuriser un marché où la Chine enregistre ses excédents commerciaux parmi les plus massifs et essayer d'éloigner la France des États-Unis en réactivant l'héritage gaullois ; naturellement, des liens culturels et humains jouent également un rôle.

Le président Xi Jinping a profité de cette visite protocolaire difficilement évitable en France pour faire des visites d'État en Serbie et Hongrie, les deux pays les plus prorusses et prochinois du continent européen. De fait, ce circuit a été perçu par certains observateurs comme une provocation, voire un camouflet pour la France, mais aussi au-delà pour l'Union européenne. Même si la Serbie et la Hongrie ont un poids économique marginal, elles ont aux yeux de la Chine de multiples avantages : véritables chevaux de Troie, elles permettent de diviser l'Europe, de neutraliser les politiques commerciales antichinoises et de trouver une parade contre les futures taxes douanières en implantant des usines de grandes entreprises chinoises dans des pays amis. La Chine a d'autant plus de facilité à enfoncer avec constance et méthode ces coins dans l'unité européenne que ces deux pays nourrissent du ressentiment à l'égard de l'histoire et de l'Europe. La règle de l'unanimité prévalant dans l'Union européenne permet à ces deux pays de jouer sur les deux tableaux et de maximiser leur intérêt.

De fait, la Serbie et la Hongrie n'ont pas lésiné sur les attentions les plus démonstratives à l'égard de la Chine. Ainsi, le président serbe Aleksandar Vucic a-t-il pu déclarer : « Le respect

et l'amour que le président chinois trouvera ici, dans notre Serbie, il ne les trouvera nulle part ailleurs ». Il a proclamé publiquement ce que les dirigeants chinois aiment le plus entendre : « Oui, Taïwan est la Chine ». De plus, le calendrier de la visite de Xi Jinping a été conçu pour coïncider avec le 25^e anniversaire du bombardement de l'ambassade de Chine qui avait fait 3 morts le 7 mai 1999 ; manière d'attiser le sentiment anti-occidental et anti-OTAN en Serbie. Les investissements chinois en Serbie ont également pour objectif de ralentir, et si possible de torpiller le processus d'adhésion du pays à l'Union européenne, qui dure depuis 2012. En 2023, la Chine et la Serbie ont signé un accord de libre-échange.

Quant à elle, la visite dans la Hongrie de Viktor Orbán, passé maître dans l'art du chantage, a été comparée par Xi Jinping à une « croisière dorée », « aussi suave et riche qu'un vin de Tokay ». La Hongrie, qui a reconnu la Chine il y a 75 ans (et non 60...), est allée jusqu'à autoriser la police chinoise à opérer sur son sol.

Pour tous ces éminents services rendus à la défense de ses intérêts commerciaux et stratégiques, la Chine se montre reconnaissante et ne mégote pas sur les investissements directs. Bien sûr, le commerce est au service d'un objectif beaucoup plus large, celui d'essayer de renverser l'ordre international actuel, jugé trop peu favorable aux intérêts et aux valeurs de la Chine. Ainsi, Xi Jinping a-t-il déclaré en Hongrie : « Nous avons défié l'ordre géopolitique ensemble ». Xi use et abuse de la carte anti-impérialiste pour mieux conforter ce que d'aucuns qualifient de néo-impérialisme à la chinoise, largement fondé sur la mise en dépendance économique.

La non-condamnation, le soutien, voire selon certains la complicité de la Chine vis-à-vis de la Russie dans l'agression de l'Ukraine place la Chine dans une contradiction majeure dans sa relation avec l'Union européenne. D'après toutes les analyses des médias officiels et des réseaux sociaux chinois, le gouvernement chinois et peut-être le peuple chinois lui-même n'attendent ardemment qu'une seule chose. : la défaite de l'Ukraine, de l'Union européenne et des États-Unis. La Chine utilise tous les moyens indirects possibles pour aider la Russie, tout en se faisant l'apôtre de la paix. Le Parti communiste chinois voit là une occasion historique de se rapprocher de son objectif : remplacer l'Occident comme puissance hégémonique, sous couvert de monde multipolaire. La multiplication des fronts militaires a également pour but ou pour effet d'affaiblir les États-Unis, et de faciliter la réunification avec Taïwan. La Chine se sert de la Russie pour faire le sale travail pour mieux atteindre ses propres objectifs.

La France et l'Union européenne, parfaitement conscientes de ce double jeu, font eux-mêmes semblant de faire comme si leurs demandes de promesse adressées à Xi Jinping d'intercéder auprès de Vladimir Poutine avaient quelque chance d'aboutir ; en réalité, ces demandes d'« engagement » ont pour seul but d'éviter que la Chine ne bascule dans un soutien militaire

clair et massif à la Russie. La visite de Xi Jinping en France s'inscrit dans ces contradictions et ce jeu de postures et de faux-semblants. Le choix du président Macron de faire venir le couple chinois dans les Pyrénées et de les faire assister à une danse folklorique vise à remettre un peu d'humanité dans une relation prise *de facto* dans des antagonismes et des conflits d'intérêts majeurs et structurels. Car, le soutien avéré et multiforme quoiqu'indirect de la Chine à l'égard de la Russie ne peut manquer de placer la relation entre la Chine et la France, et au-delà l'Union européenne, dans un schéma triangulaire bien connu selon lequel les amis de nos ennemis ne peuvent être que nos ennemis. À cette triangulation délétère s'ajoutent bien des signaux accréditant l'hypothèse (ou la réalité) d'une stratégie résolue de la Chine pour évincer ou affaiblir la France dans l'océan Indien et l'océan Pacifique.

La visite de Xi Jinping en Europe s'inscrit ainsi dans une stratégie plus large, parfaitement déterminée et cohérente du Parti communiste fondée sur quelques macro-objectifs : réduire l'Europe à un simple marché pour continuer à écouler les produits et services chinois, la mettre en dépendance économique, l'intégrer dans la sphère d'influence chinoise ; éviter l'émergence d'une Union européenne puissante ; faire progresser l'autonomie stratégique de l'Union européenne vis-à-vis des États-Unis ; contenir l'expansion de l'Union européenne vers l'Est pour éviter la contagion de la démocratie dans sa sphère d'influence. À l'heure où les États-Unis ont institué des super-taxes sur les produits chinois, l'Union européenne encore peu intégrée et inquiète de possibles représailles risque de constituer un maillon faible, une variable d'ajustement, une victime collatérale du protectionnisme américain, et sans doute même l'un des principaux facteurs de survie économique du système chinois.

Les moyens mis en œuvre sont multiples : rachat de ports européens ; coercition économique ou intimidation si nécessaire ; division des pays dans le cadre de relations bilatérales ; Nouvelles routes de la soie ; affaiblissement et contention de l'expansion de l'Union européenne et de l'OTAN vers l'Est à l'aide la Russie. La Chine préfère une Russie plus puissante militairement, mais faible économiquement qu'une Union européenne expansionniste vers l'Est, susceptible de faire basculer certains pays d'Asie centrale dans le camp de la démocratie, menace directe pour la Chine communiste. Dans cette stratégie de *containment*, la Russie fait office d'espace-tampon et de môle de résistance. Non accessoirement, la stratégie de l'Iran, grande alliée de la Chine et de la Russie, à Gaza permet à la Chine de freiner, voire de tuer dans l'œuf l'émergence à partir de 2023 du puissant axe Inde/pays du Golfe/Union européenne/États-Unis (India-Middle East-Europe Economic Corridor, ou IMEC), concurrent des Nouvelles Routes de la soie.

Toutefois la seule question qui vaille d'être posée est la suivante : cette stratégie chinoise est-elle efficace ? Deux visions ou théories sont possibles.

Bien sûr, cette stratégie très cohérente, méthodique, pensée de longue date, légitimée par un discours quasi messianique théorisé par certains propagandistes ultranationalistes comme Zhang Weiwei, proche d'Alexandre Douguine en Russie, ne laisse pas d'impressionner ; elle peut aussi s'apparenter à une prophétie autoréalisatrice. Certains observateurs occidentaux en arrivent à surévaluer la puissance chinoise et à croire en l'infaillibilité d'une telle stratégie.

Toutefois, au vu des faits, un point de vue inverse ou en partie complémentaire est également possible. Pour l'heure, la Chine a bien plutôt perdu que gagné quoi que ce soit. Le soutien de la Chine à la Russie dans son agression de l'Ukraine se traduit par une sévère et durable dégradation de l'image de la Chine (affaiblissement de l'enseignement du chinois, des Instituts Confucius, etc.). Il n'a pas empêché l'adhésion à l'OTAN de la Finlande (avril 2023) et de la Suède (mars 2024), et ce malgré la position prorusse et prochinoise de la Hongrie. Il est probable que d'autres pays à l'Est de l'Union européenne l'intègrent dans les années à venir. L'invasion des voitures électriques chinoises a été stoppée net depuis quelques mois. Un lent découplage est en cours : ainsi, au premier trimestre 2024, la Chine a été remplacée par les États-Unis comme premier partenaire commercial de l'Allemagne. L'Ukraine a accusé la Chine d'avoir voulu saboter la conférence de la paix en Suisse en juin 2024. L'Union européenne prend de plus en plus de mesures protectionnistes antichinoises : le 12 juin 2024, elle a proposé de porter les droits de douane sur les véhicules électriques, actuellement de 10 %, entre 27 et 48 % selon les cas début juillet. La construction d'un « Sud global » anti-occidental par la Chine est loin d'être couronnée de succès : nombre de pays du Sud commencent eux aussi à prendre des mesures de protection de leur marché vis-à-vis des produits chinois. Ainsi, en juillet 2024, la Turquie va instaurer une taxe de 40 % sur la totalité des voitures importées de Chine. Malgré le discours triomphaliste sur les Nouvelles routes de la soie, on observe plutôt la quasi-interruption de la voie passant par la Russie et une baisse récente des investissements chinois en Afrique.

Les calculs et constructions intellectuelles des stratèges chinois (et russes) fondés sur une apparente rationalité, un utilitarisme foncier et le pur rapport de force se heurtent également aux difficultés intérieures de leur pays et à une sous-estimation des réactions des pays tiers, occidentaux ou non. Certains chercheurs chinois considèrent que la Chine a commis une erreur stratégique et s'est tirée une balle dans le pied en soutenant aussi ostensiblement la Russie, que la Russie perde ou surtout gagne la guerre. Certains observateurs considèrent, à tort ou à raison, que Poutine et Xi Jinping, par autopersuasion idéologique et illusion de toute-puissance, sont en réalité les fossoyeurs de leur propre système tout en étant naturellement convaincus du contraire.

Nous sommes entrés dans une logique de guerre économique avec la Chine ; laquelle porte notamment sur les ressources énergétiques et notamment sur les terres rares, nécessaires - comme le lithium - à la fabrication des batteries électriques. En quoi la Chine est-elle en position de force. Y voyez-vous un phénomène irréversible ?

Les terres rares sont un ensemble de 17 minerais dits critiques (scandium, lanthane, néodyme...) au cœur des écotecnologies (voitures électriques, éoliennes...). En 2023, selon l'Agence internationale de l'énergie, la Chine extrait 60 % des terres rares dans le monde et en raffine 90 % ; selon l'US Geological Survey, elle détiendrait également les plus grandes réserves identifiées avec un tiers du total mondial (44 millions t).

Entre 1965 et 1995, les États-Unis détenaient le quasi-monopole de leur production grâce à la mine de Mountain Pass (Californie), fermée en 2002 en raison de la pollution. La Chine a repris le monopole à l'aide de sa mine de Bayan Obo (Mongolie intérieure) et d'un puissant complexe industriel et scientifique à Baotou. En 2010, le gouvernement chinois a décidé d'interdire les terres rares vers le Japon pour pénaliser Toyota. De fait, la Chine dispose d'un pouvoir considérable en matière de terres rares ; elle en fixe le prix et n'autorise les exportations qu'une fois servies les entreprises consommatrices chinoises.

Néanmoins, la part de la production chinoise est déjà passée de 90 % à 60 %. Depuis les années 2010, le monopole de la Chine se réduit progressivement. Les États-Unis et l'Australie ont déjà augmenté fortement leur production de terres rares ; la mine de Mountain Pass a été rouverte et assure plus de 15 % de la production mondiale. La Thaïlande et le Myanmar ont commencé l'extraction. En juin 2024, l'Australie a ordonné à des investisseurs chinois de se désengager du capital de la société minière Northern Minerals. Plusieurs pays disposent de réserves de terres rares inexploitées (Brésil, Vietnam, Suède...) et des découvertes majeures ont été mises au jour (ex. 8,8 millions t en Norvège en juin 2024). L'Union européenne dépend largement de la Chine, mais divers sites extractifs locaux devraient permettre d'assurer 20 % des besoins européens vers 2030. Elle a réalisé tardivement que la question du développement durable est loin de se réduire aux idées de l'écologie politique ou à la seule volonté politique, mais suppose la maîtrise de ressources minières et des process industriels associés.

En décembre 2023, la Chine a interdit l'exportation de certaines technologies servant à l'extraction et au traitement des terres rares afin précisément de freiner le processus en cours de diversification et de relocalisation de la production en dehors de la Chine, qui devrait aboutir à minorer fortement le monopole de la Chine à partir de 2030.

Cette mesure vise aussi à essayer de faire remonter le cours des terres rares, actuellement déprimé contrairement aux idées reçues. Ainsi, l'évolution du cours mondial du néodyme, au

cœur du marché des aimants, est significative. Entre 2018 et 2020, il était stable autour de 65-70 \$/kg (65 \$ au 1^{er} janvier 2020). Il a ensuite progressé jusqu'à atteindre un pic à 222 \$ au 1^{er} janvier 2022. Au 1^{er} janvier 2023, il était encore de 203 \$, avant de retomber à 96 \$ au 30 mai 2024, en raison de la faiblesse de la demande, notamment du marché des voitures électriques. En outre, en octobre 2023, Renault a présenté un moteur électrique sans terres rares. Des start-ups développent elles aussi des batteries sans terres rares ni métaux critiques (cobalt...)

La problématique du lithium est assez différente. Actuellement, la Chine produit 75 % des batteries au lithium dans le monde. Mais ses gisements (Tibet, Jiangxi) ne représentent qu'un tiers de ses besoins et sont assez peu compétitifs. En revanche, plusieurs entreprises chinoises (notamment Tianqi et Gaofeng) ont pris des participations ou racheté des actifs miniers à l'étranger (Chili, Argentine, Australie). La Chine assure environ 60 % du lithium raffiné mondial. Selon les perspectives de l'Agence internationale de l'énergie, la consommation mondiale de lithium pourrait passer de 126 000 t en 2022 à 1,2 million t en 2050.

Néanmoins, la Chine ne possède que les quatrième réserves de lithium et les pays occidentaux peuvent accéder aux saumures des immenses *salars* de Bolivie, d'Argentine ou du Chili, ainsi qu'aux gisements à spodumène australiens (plus de la moitié de la production mondiale). Des découvertes majeures ont été annoncées en septembre 2023 aux États-Unis pour une mise en production en 2026. En France, l'entreprise Imérys envisage d'ouvrir un important site extractif dans l'Allier pour 2028.

Comme pour les terres rares, les cours mondiaux ont connu un effondrement : - 80 % au cours des douze derniers mois.

En outre, là aussi, l'innovation technologique se charge de briser les tentatives de monopole. Des batteries sans lithium sont en passe d'être mises sur le marché.

Plus globalement, les deux minerais critiques sont fortement dépendants du marché des voitures électriques. Or, actuellement, la demande excède nettement l'offre, notamment en raison de la saturation du marché chinois et de la suppression des bonus écologiques en Europe, le consommateur hésitant à acheter des véhicules avec un surcoût important par rapport à son modèle thermique équivalent. Des dizaines, voire des centaines de milliers de voitures électriques sont stockées dans les ports ou parkings chinois ; de même, les ports européens sont encombrés de milliers de voitures électriques qui moisissent sur place. Sur les quatre premiers mois de 2024, la part des voitures électriques chinoises dans les immatriculations de voitures neuves en Europe de l'Ouest a atteint seulement 2,9 % (116 000 sur 4 millions). Certains constructeurs chinois comme Polestar (groupe Geely) ont vu leurs ventes plonger (- 34 %). Certains projets de *gigafactories* de batteries électriques ont été mis

en pause, comme celui d'ACC en juin 2024. L'absence de réseaux de concessionnaires freine la diffusion des constructeurs chinois, obligés de créer des alliances avec Stellantis (51 % d'une coentreprise avec Leapmotor) ou Renault (avec Geely, 50/50, dans le thermique, l'hybride et les carburants alternatifs). L'incertitude du marché a conduit les constructeurs occidentaux à opter pour des plates-formes de fabrication multiénergies.

Vous dressez une liste très complète de la prédation menée par la Chine dans des domaines qui impactent notamment la France avec l'exploitation de ressources biologiques aussi variées que celle du chêne ou des ressources halieutiques en outre-mer français. Comment enrayer cette stratégie prédatrice ?

La prédation des ressources par la Chine s'applique à de nombreux pays, notamment aux *weak states* en développement. Mais des bateaux de pêche chinois n'hésitent pas à s'aventurer dans les eaux sud-coréennes pour s'accaparer des ressources halieutiques. Des entreprises chinoises ont également acheté des terres agricoles, des vignobles et du bois en France.

Notons d'abord que la prédation du chêne ou de terres agricoles n'existerait pas sans la volonté des vendeurs de tirer le maximum de profit de leurs biens, parfois vendus à prix surévalués. En outre, souvent, cette logique de prédation s'inscrit dans un capitalisme de coups de la part de certains entrepreneurs chinois sans scrupules exploitant certaines failles juridiques ou menant des pratiques illégales. Ainsi, l'achat de terres agricoles n'a été possible qu'en exploitant une faille juridique où acheter un peu moins des 100 % des parts sociales d'une foncière agricole permet d'éviter de déclencher la procédure de préemption des SAFER.

Cette stratégie prédatrice se heurte néanmoins à un durcissement normatif et aux réalités et aléas du marché. Ainsi, la réponse juridique et parfois judiciaire, quoique tardive, est bien réelle. Depuis 2012, des investisseurs chinois avaient racheté environ 200 exploitations viticoles dans le Bordelais. Plusieurs dizaines ont été revendues ou confisquées par la justice. Ainsi, en mai 2024, le tribunal judiciaire de Paris a ordonné la confiscation de neuf châteaux viticoles et trois créances pour un total de 35 millions d'euros. Ces biens ont été réputés mal acquis par Qu Naijie, riche patron du conglomérat Haichang, condamné à 1 million d'euros et trois ans de prison avec sursis pour blanchiment de détournement de fonds publics chinois, abus de biens sociaux au détriment de la ville de Dalian (Liaoning) et falsification d'actes notariés.

Nombre de terres agricoles ont été également revendues par des investisseurs chinois ayant parfois fait faillite. Le conglomérat chinois Reward (Luowa en chinois), propriété du milliardaire Hu Keqin, avait racheté plus de 3 000 ha dans l'Indre et l'Allier en contournant le droit des SAFER ; mais, en mai 2019, il a été inscrit sur le registre chinois des faillites. Selon un

objectif de transparence, une loi du 23 décembre 2021 impose désormais un contrôle administratif préalable par le préfet lors de toute cession de titres sociaux portant sur le capital de sociétés détentrices ou exploitantes de foncier agricole.

Le contrôle de l'exportation de chêne français vers la Chine s'avère nettement plus difficile. Chaque année, des centaines de milliers de m³ de chêne brut (grumes) sont achetés par des négociants chinois, exportés vers les ports de Qingdao ou Shanghai pour y être transformés et revendus en France sous forme de parquets ou autres. En 2015, le gouvernement français a mis en place le label « Transformation UE » qui impose aux forêts gérées par l'ONF une transformation dans l'Union européenne avant toute exportation. Mais il ne s'applique donc que partiellement aux forêts privées. Compte tenu de la non-traçabilité des grumes, des enquêtes ont mis au jour de pratiques de blanchiment via l'exportation vers des pays de l'Est ou des sociétés-écrans.

Néanmoins, certains procès récents mettent au jour la réaction de la justice, mais aussi des associations environnementales locales. En mai 2024, s'est ouvert au tribunal de Versailles le procès d'un bûcheron accusé d'avoir coupé illégalement 237 chênes dans la commune de Septeuil (Yvelines), en grande partie retrouvés en Chine. Des virements bancaires suspects ont été également identifiés. La décision aura lieu le 24 juin 2024.

L'une des solutions tient également dans l'imposition de normes et de taxes dissuasives sur les produits fabriqués en Chine et vendus en France à partir de matières premières collectées en France ; il conviendrait de pénaliser ces allers et retours à très longue distance (environ 22 000 km entre les ports de Shanghai et du Havre) en parfaite contradiction avec les principes du développement durable. Mais l'Union européenne ne peut pas se cantonner à être une entité productrice de normes et de taxes. Elle doit aussi valoriser elle-même ses ressources. Les autorités françaises doivent encourager les scieries à changer d'échelle pour abaisser leurs coûts et innover.

Quelles peuvent être les conséquences géopolitiques de la fonte des glaciers dans la province du Tibet contrôlé par Pékin ou le détournement des fleuves pour des pays riverains comme l'Inde ?

Toutes les recherches convergent pour constater le réchauffement accéléré des Hauts Plateaux tibétains et de l'Himalaya ainsi que la fonte accélérée de leurs glaciers. En 2020, des glaciologues chinois ont observé que les glaciers des monts Qilian (Nord-Est des Hauts-Plateaux tibétains) fondaient à un « rythme choquant ». Les impacts sont multiples : gonflement du débit des cours d'eau, extension des lacs, avalanches, glissements de terrain. En 2022, une étude menée par Li Xueying et alii et publiée dans *Nature* a montré que l'eau

stockée sur le Plateau tibétain avait baissé de 10 milliards t/an entre 2002 et 2017 et devrait baisser au total de 230 milliards t d'ici à 2060. Le pic de fonte du stock glaciaire devrait intervenir vers 2030 ; ensuite, ce stock étant beaucoup plus réduit, le débit des sept grands fleuves d'Asie (Yangzi, fleuve Jaune, Mékong, Salouen, Irrawaddy, Yarlung Zangbo/Brahmapoutre, Indus) devrait au contraire commencer à chuter. À partir de 2050 et au-delà, la fonte des glaciers himalayo-tibétains représente ainsi potentiellement pour la Chine une catastrophe écologique, économique, humaine et géopolitique de très grande ampleur.

La stratégie chinoise actuelle de transfert d'une partie des ressources hydriques du bassin du Yangzi excédentaire vers la Chine du Nord déficitaire risque de ne plus fonctionner ; sans même parler des méga-escaliers de barrages équipant le Yangzi et ses affluents. La sécheresse catastrophique de l'année 2022, où certains affluents du Yangzi ont été quasiment à sec donne un avant-goût de la crise à venir. L'optimisme techno-développementaliste du Parti, l'idéologie marxiste optimiste de ressources naturelles illimitées et un lobbying actif des grandes entreprises d'hydroélectricité entretiennent l'illusion que le fleuve Yangzi peut continuer à servir de vache à lait (ou à eau) pour la Chine du Nord, par ailleurs de plus en plus déficitaire.

Pour éviter une insécurité alimentaire, donc une menace à la stabilité sociale et politique en Chine, le Parti communiste sera conduit à s'accaparer de plus en plus une ressource hydrique de plus en plus rare. D'ores et déjà, la Chine a commencé à creuser un tunnel de 1 000 km pour détourner entre 10 et 15 milliards m³ d'eau du Yarlung Zangbo (Brahmapoutre) vers le Xinjiang, future « nouvelle Californie ».

La construction de barrages sur le Yarlung Zangbo, mais aussi les soupçons de rétention d'eau sur le fleuve Mékong suscitent de vives protestations de la part des pays situés à l'aval : Inde, Bangladesh, Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande, Myanmar. Néanmoins, située à l'amont, la Chine dispose d'un énorme moyen de pression, voire de coercition. Elle peut à tout moment fermer le robinet en cas de conflit militaire, voire commercial majeur. D'ores et déjà, les Indiens dénoncent le mégaprogramme chinois de pluies artificielles, accusé de voler les nuages destinés à arroser le territoire indien et de pouvoir servir à des fins militaires, comme par exemple la possibilité de déclencher des flash inondations ou des tempêtes de neige pour freiner la progression des troupes indiennes dans les régions disputées du Cachemire.

La question de l'eau deviendra critique en Inde. Sa demande en eau va augmenter fortement sous l'effet de l'accroissement démographique (+ 300 millions d'hab. d'ici à 2100 selon les projections de l'ONU) et de l'émergence économique. À l'inverse, l'offre hydrique issue du Tibet sera plus réduite et dépendante de la Chine. Ce puissant effet de ciseaux ne manquera

pas d'entraîner des pénuries d'eau majeures qui, selon le GIEC, devraient toucher 40 % de la population indienne d'ici à 2050.

Nul doute que les problématiques de partage de la ressource, mais aussi de souveraineté hydrique devront impérativement être prises en compte par les autorités politiques de l'Asie du Sud-Est continentale et surtout du sous-continent indien.

À quel point la Chine pourrait-elle être confrontée, comme elle l'a déjà été dans son histoire, à un problème de sécurité alimentaire ?

Il ne faut jamais oublier l'équation de base de la Chine : elle représente 17,5 % de la population mondiale, mais possède seulement 7,2 % des terres arables mondiales : le pays est très vaste (9,6 millions km²), mais si l'on déduit les montagnes, les déserts et semi-déserts et les pentes, sa partie cultivable est très limitée, et de plus en plus.

Jusqu'au début des années 1960, le pays a connu des famines dramatiques, puis à partir de 1949 une politique d'autosuffisance fondée sur du travail forcé et gratuit dans le cadre des Communes populaires. Depuis 1978, la Chine est entrée dans une logique de sous-traitance partielle de ses besoins alimentaires avec un recours massif aux importations (ex. soja brésilien). La balance commerciale agroalimentaire est désormais fortement déficitaire. Le calcul est simple : la Chine dispose de peu de terres, donc il faut maximiser leur valeur ajoutée en convertissant les terres agricoles en usines, constructions, infrastructures. Les importations agroalimentaires sont donc le résultat d'une contrainte, mais aussi d'un choix.

À court et surtout moyen terme, cette stratégie ne sera plus viable et la question de la sécurité alimentaire s'inscrira dans le cadre d'un nouveau paradigme fondé sur deux mégatendances contradictoires. D'un côté, la population totale de la Chine devrait être divisée par deux d'ici à 2100 (prévisions ONU), ce qui réduira d'autant la demande alimentaire. De l'autre néanmoins, l'offre sera également fortement impactée par de multiples processus délétères : effondrement annoncé des effectifs d'actifs agricoles ; pollution croissante des sols ; submersion d'une partie des plaines deltaïques hautement productives (3 récoltes/an dans le delta de la rivière des Perles) par le relèvement du niveau de la mer. En outre, il est difficilement envisageable d'augmenter encore les applications d'engrais, déjà extrêmement élevées. La diffusion du riz hybride mis au point par Yuan Longping, véritable héros national, se heurte aux réticences des agriculteurs et de fait montre une régression. Des travaux de chercheurs chinois ont montré que les statistiques officielles concernant la production de grains sont fortement surévaluées pour donner l'apparence d'une production stable et croissante.

Plus globalement, la transition urbaine a été un puissant moteur de croissance du PIB ; or, dans une vingtaine d'années, le taux d'urbanisation devrait atteindre son maximum. Mais si la grande majorité des Chinois réside en ville, qui va nourrir la Chine ? On assistera sans doute alors à un processus de contre-urbanisation, plus ou moins volontaire.

Quelles seront les conséquences du vieillissement de la population dans les rapports hommes / femmes d'une part et dans l'organisation du travail de l'autre ?

Schématiquement, le statut de la femme chinoise a connu quatre grandes périodes. Pendant la Chine impériale, le strict respect de la tradition confucéenne voulait que la jeune fille soit soumise à son père, l'épouse à son mari et la veuve à son fils. La prosternation (*ketou*), les pieds bandés et la polygamie représentaient autant de marqueurs du statut d'infériorité de la femme. Entre 1949 et 1978, le féminisme d'État a permis de mettre fin à ces traditions dégradantes et de rétablir un certain équilibre entre hommes et femmes. Néanmoins, la politique d'encouragement des naissances de Mao s'est traduite par un pic de 7,5 enfants par femme en 1963, après les grandes famines imputables aux tragiques erreurs économiques de la politique du Grand Bond en avant. Or, la gestion de ces grandes familles a pesé majoritairement sur les femmes.

À partir de 1979, date d'entrée en vigueur de la politique de l'enfant unique, les femmes ne s'occupent plus en moyenne que d'un enfant, mais ce dernier fait l'objet d'un surinvestissement lié au système socio-économique hypercompétitif. Cette période a été caractérisée par une chute du nombre de mariages (13,5 millions en 2013 ; 6,8 millions en 2022), un essor des divorces, une chute de la fécondité (1,5 enfant par femme en 2022), un très fort déséquilibre du sex ratio hommes/femmes et l'affaiblissement progressif du modèle familial traditionnel fondé sur la piété filiale (*xiao*).

Depuis le milieu des années 2010, la société chinoise entre dans une quatrième période marquée par un double choc d'effondrement démographique (ex. 2100 : prévisions d'une population d'environ 700 millions d'habitants au lieu de 1,4 milliard actuellement) et de survieillessement (500 millions de retraités en 2050), mais aussi par une croissance économique structurellement modérée, voire faible (autour de 5 %, puis de 3 % dans quelques années), et un chômage croissant des jeunes.

Le gouvernement, très inquiet par ces dynamiques sociodémographiques négatives, s'est lancé dans une tentative désespérée pour inverser les courbes, avec quelques succès incontestables en 2023, quoique modestes. Le Parti communiste s'efforce de construire une société néoconservatrice pour résister par tous les moyens aux évolutions spontanées et aux choix individuels des personnes. Dans ce nouveau contexte, les droits et libertés des femmes

vont se trouver durablement altérés ou menacés au nom, une fois de plus, de l'intérêt supérieur de la famille et de la patrie. La femme est ainsi l'objet d'une pression morale et politique intense, mais aussi d'incitations financières, pour se marier, ne pas divorcer, faire plusieurs enfants, voire rester au foyer. Le report prochain, inévitable et important de l'âge de départ à la retraite ne manquera pas de renforcer cette pression sur les jeunes femmes.

Certaines autorités locales vont jusqu'à recommander d'envoyer les citadines célibataires dans les zones rurales pour aller « réchauffer le lit » des paysans célibataires. Dans certaines zones rurales, les raptés et ventes de femmes à des paysans célibataires ne sont plus rares comme le montrent le scandale de cette femme du Jiangsu retrouvée enchaînée en février 2022, le roman *Ji Hua* de Jia Pingwa ou le film *Blind Mountain* de Li Yang. Le mouvement #MeToo a émergé rapidement en 2018 avant d'être censuré sur les réseaux sociaux.

Dans le monde du travail, se profile le tarissement progressif de l'immense réservoir des femmes d'origine rurale qui ont fait tourner les usines de main d'œuvre (textile, électronique...). À l'inverse émerge un important potentiel d'emplois souvent féminins, pénibles et mal payés dans le domaine du *care* destiné aux personnes âgées. Dans le contexte d'un marché de l'emploi moins dynamique, la discrimination à l'embauche devrait se durcir avec d'ores et déjà certains emplois réservés aux hommes ; les discriminations entre les femmes elles-mêmes reposant sur des critères sexistes (âge, taille, poids, apparence du visage) ne devraient pas cesser, car le marché de l'emploi est de plus en plus concurrentiel.

Le vieillissement accéléré de la société conduira à la cohabitation de plusieurs générations sous le même toit, le tout pesant majoritairement sur les femmes. La femme devra s'occuper de l'enfant ou des enfants du couple, de son mari, de leurs parents, voire grands-parents respectifs. Face à ce nouveau modèle social voulu par le Parti, les femmes non désireuses d'avoir un enfant ou de vivre en couple seront de plus en plus stigmatisées comme *shengnü* (laissées pour compte).

Comment traduisez-vous sur le plan politique la sinisation des régions périphériques (Xinjiang, Tibet...) ?

Depuis les années 1950, sous l'influence soviétique de reconnaissance des nationalités, la Chine communiste a accordé une certaine autonomie à plusieurs régions peuplées initialement majoritairement de « minorités nationales » (*shaoshu minzu*).

Depuis 1978, la libéralisation des flux migratoires a accéléré la Hanisation de ces immenses périphéries du pays. Néanmoins, elles sont en effet à des stades de Hanisation très inégaux : dans la région autonome de Mongolie intérieure, la part des Han dans la population totale dépasse désormais 80 % ; de même, dans la région autonome Hui du Ningxia, la part des Hui

est tombée à 20 %, le reste étant constitué de Han. Dans la région autonome Ouïgoure du Xinjiang, la part des Ouïgours était de 75 % en 1953 et celle des Han de seulement 7 %. Selon le dernier recensement de 2020, les Ouïgours représenteraient 44,96 % de la population régionale au lieu de 42,24 % pour les Han ; en réalité, les Han sont déjà majoritaires si l'on inclut les populations du *Bingtuan* (effectifs militaires, mais aussi civils avec des villes nouvelles entières purement Han, des Universités...) ainsi que la « population flottante », très majoritairement Han. Au Tibet en revanche, ce processus d'inversion démographique est encore à un stade initial puisque la population tibétaine serait de l'ordre de 90 % dans la région autonome du Tibet, même si la construction de la voie ferrée Golmud-Lhassa représente un vecteur de peuplement Han.

Le Parti communiste est même allé jusqu'à accorder certains privilèges aux minorités (droit d'avoir plusieurs enfants, bonus pour entrer à l'université) alimentant ainsi le mythe d'une discrimination positive et d'une jalousie des Han à l'égard des minorités pour mieux masquer les discriminations réelles et neutraliser les critiques occidentales au nom des droits de l'homme ; pour mieux faire oublier également l'inversion démographique en cours, les violences, et parfois les massacres de minorités et destructions patrimoniales pendant la Révolution culturelle.

L'inversion du rapport démographique au Xinjiang a enclenché un cycle de violences faisant alterner répression policière et attentats ouïgours : Baren en 1990 (23 morts Ouïgours) ; Guldja en 1997 (167 morts Ouïgours) ; Ürümqi en juillet 2009 (197 morts majoritairement Han) ; Pékin en 2013 (2 morts Han) ; Kunming en 2014 (31 morts Han) ; Ürümqi en avril 2014 (3 morts Han) ; Ürümqi en mai 2014 (31 morts Han) ; Aksu en septembre 2015 (50 morts Han, dont des policiers) ; Aksu en novembre 2015 (28 morts Ouïgours).

L'accession au pouvoir de Xi Jinping met fin à une large hypocrisie et au caractère largement fictif des régions dites autonomes. Elle met fin au mythe d'un État multiethnique où les minorités vivaient en harmonie au profit d'une politique assimilationniste forcée. Elle part du diagnostic selon lequel seule une politique radicale peut s'attaquer efficacement aux trois maux du « séparatisme », de l'« extrémisme » et du « terrorisme », comme si ces maux n'étaient pas eux-mêmes le produit de la politique de Hanisation. Cette politique est celle promue par Pan Yue, par ailleurs pionnier de l'écologie politique en Chine ; placé désormais à la tête de la Commission des affaires ethniques, il préconise une « fusion ethnique »...

Ainsi, le modèle voulu par Xi Jinping est celui d'une nation unifiée où les diverses ethnies et religions doivent disparaître au profit d'un Parti-État de type communiste purifié et purgé des éléments culturellement et idéologiquement exogènes, comme les idées occidentales et les religions et cultures non chinoises. Cette assimilation aboutit en réalité à assurer l'hégémonie

sans partage de l'éthnie Han et de sa civilisation, présumées supérieures, à imposer une Hanisation, en qui d'aucuns voient un chauvinisme Grand-Han et un « Hanocentrisme ».

Pour atteindre cet objectif et construire ce modèle, le Parti communiste ne s'interdit que très peu de moyens, y compris ceux en totale contradiction avec les droits de l'homme telle que définie par la charte de l'ONU de 1948 ; ou a minima ce que certains considèrent comme des abus de pouvoir.

L'un des symboles de cette Hanisation est la conversion de la Grande mosquée Hui de Shadian (沙甸, Yunnan, à 80 km au Sud de Kunming). Datant des Ming (1684), elle a été détruite pendant la Révolution culturelle après un soulèvement Hui noyé dans le sang, avec entre 1 000 et 2 000 Hui massacrés (dont 300 enfants) par l'Armée populaire de libération (APL) en juillet 1975 (officiellement 800 victimes reconnues) ; elle a été reconstruite et agrandie en 2009. Début 2024, sans qu'il y ait eu le moindre signe de séparatisme Hui, le grand dôme vert a été retiré au profit d'un toit de style chinois ; les minarets ont été raccourcis et transformés en piliers de style chinois. Cette conversion marque la fin d'un cycle de destruction systématique, partielle ou totale de nombreux lieux de culte musulmans, où trois quarts des 2 300 mosquées auraient été détruites ou modifiées.

Quoi qu'il en soit, l'interprétation de la Hanisation des périphéries va bien au-delà d'une lecture politique ; elle comporte des enjeux profonds en termes civilisationnels et ethniques.

Vous décrivez une situation alarmante de l'état de pollution des grands fleuves. En quoi la destruction de ces écosystèmes est-elle dommageable ?

Les données statistiques officielles du ministère de l'Environnement sont peu crédibles et biaisées si on les confronte aux travaux de recherche publiés. Il y a souvent une incohérence flagrante entre la qualité de l'eau présentée comme « bonne » de certains grands fleuves et la pollution souvent grave et avérée des mers bordières.

Toutefois, l'état de la pollution est variable selon les grands fleuves. La plupart des fleuves de Chine du Nord sont sévèrement pollués en raison de l'importance des rejets d'eaux usées, mais aussi de la faiblesse des débits ; le fleuve Hai, celui de la région de Pékin et Tianjin, peut être considéré comme biologiquement mort. En Chine du Sud, les débits plus élevés permettent de diluer les polluants, dont le volume total reste néanmoins important. Les sections des fleuves traversant les grandes villes sont le plus souvent très polluées. L'appli chinoise sur les « eaux noires et puantes » permet d'avoir une appréhension assez réaliste de l'état de la pollution des cours d'eau.

Les dommages inhérents à cette pollution sont multiples. L'extinction récente de plusieurs espèces aquatiques emblématiques du fleuve Yangzi en est l'une des manifestations les plus tangibles : dauphin du Yangzi (*Lipotes vexillifer*), déesse du fleuve, en 2007 ; poisson spatule de Chine (*Psephurus gladius*) en 2022 ; esturgeon de Chine (*Aciper dabryanus*) en 2022 ; tortue géante à carapace molle du Yangzi (*Rafetus swinhoei*) en avril 2023. Le Yangzi fait désormais figure de véritable cimetière d'espèces aquatiques éteintes. La salamandre géante de Chine (*Andrias davidianus*), autrefois très répandue dans les cours d'eau et zones humides du pays, est également désormais en danger critique d'extinction.

En 2021, face à la catastrophe écologique en cours, les autorités se sont décidées à instituer un moratoire de dix ans sur la pêche sur l'ensemble du Yangzi, de ses principaux affluents et des lacs adjacents. Mais l'extraction massive de sable destiné à la construction urbaine a d'ores et déjà profondément perturbé les lacs Dongting et Poyang.

La pollution des eaux entraîne des surcoûts de traitement pour fabriquer de l'eau potable. La consommation de légumes cultivés à l'aide d'eaux d'irrigation contaminées comporte des conséquences sanitaires négatives. Les conséquences sont encore plus graves pour les déversements accidentels de produits chimiques quand il s'agit de métaux lourds toxiques. Dans les zones rurales, la consommation d'eaux contaminées a généré plusieurs centaines de « villages du cancer ». Plus globalement, la pollution des fleuves donne une mauvaise image du territoire et constitue un facteur répulsif pour l'implantation d'entreprises, d'unités résidentielles ou d'activités touristiques.

La visite de Vladimir Poutine dans la région septentrionale de Harbin (mai 2024) marque-t-elle une volonté politique pour Xi Jinping et vis-à-vis de l'opinion chinoise de réhabiliter une région que vous décrivez sur le plan économique comme sinistrée ?

Les 16 et 17 mai 2024, le président Poutine a rendu visite au président chinois à Pékin. Il en a profité pour se rendre à Harbin, capitale du Heilongjiang. Autrefois surnommé par les Russes le « Moscou de l'Asie », Harbin doit une partie de son essor passé à l'afflux d'ingénieurs venus construire la section orientale du Transsibérien et de Russes blancs et de Juifs ayant fui la révolution bolchévique en 1917, soit en 1922 près de 120 000 habitants pour 300 000 Chinois. Après 1949, tous les Russes ont dû quitter la ville, mais des églises orthodoxes (par ex. la cathédrale Sainte Sophie devenue un musée), les immeubles à l'architecture européenne de l'avenue Zhongyang et des restaurants russes continuent de marquer la ville.

Toutefois, entre 2013 et 2022, la population du Heilongjiang est passée de 36,6 millions à 30,99 millions d'habitants ; le PIB n'a augmenté que de 10 %, soit un taux de croissance d'à peine 1 %/an, le plus bas de la Chine.

Depuis le déclenchement de l'agression russe en Ukraine, les importations chinoises de pétrole ont fortement augmenté pour atteindre 2,1 millions de barils/jour, faisant de la Russie le premier fournisseur de la Chine. Une large partie de ces flux transitent par le Heilongjiang. La Russie attend désespérément que la Chine signe le contrat du gazoduc Power of Siberia 2 pour sauver Gazprom, qui a annoncé en mai 2024 des pertes 6,4 milliards €, et remplacer les exportations vers l'Europe. La forêt sibérienne fait l'objet d'importations massives, parfois illégales, via la gare de Manzhouli.

La visite de Poutine à Harbin a déclenché une vague d'indignations nationalistes d'internautes chinois qui n'ont pas manqué de rappeler les annexions de territoires chinois par la Russie tsariste lors des traités inégaux (1858, 1901). Dans les écoles primaires et certains musées de la province, il est rappelé qu'« Au-delà du fleuve Amour/Heilongjiang, la terre nous appartient ». De fait, le 28 août 2023, le ministère chinois des Ressources naturelles a publié la « carte nationale de Chine » ; elle englobe désormais la partie orientale de l'île Bolchoï Oussouriisk, (en chinois 黑瞎子岛, Hēixiāzi Dǎo), mettant fin à la zone tampon protégeant la ville russe de Khabarovsk. Silencieux, Poutine a subi cette humiliation comme le prix à payer pour le soutien de la Chine à sa guerre d'agression en Ukraine ; le même Poutine qui, une décennie plus tôt, dénonçait les plans secrets de la Chine pour reconquérir la Sibérie, appelée à devenir vide d'hommes d'ici à 2050.

Au-delà de la visite de Poutine à Harbin se joue ainsi le destin futur d'une Russie prise en étau : confrontée à un rejet et un blocage à l'Ouest et à la mise en dépendance et la colonisation de fait par la Chine à l'Est. D'aucuns considèrent que le qualificatif de Xi Jinping à l'encontre de Poutine de « meilleur ami » est d'une certaine manière un baiser de la mort et voient dans Poutine le fossoyeur de la Russie.

La lutte contre la pauvreté demeure l'un des grands enjeux du gouvernement. En quoi est-elle un phénomène général qui touche à la fois le monde des villes et des campagnes ?

La Chine a réalisé des progrès considérables en matière de réduction de la pauvreté absolue. En outre, les vrais bidonvilles en Chine sont quasiment absents même si on peut y observer de multiples formes d'habitat taudifié ou très basique. Pour des raisons culturelles de face, très rares sont également les sans domicile fixe dans la rue.

Le *China statistical yearbook 2021* indique qu'en 2020 la population rurale pauvre, définie par le critère de 2 300 yuan/an (soit l'équivalent de 24,4 euros/mois au taux de change du 3 juin 2024, soit 1 € = 7,85 yuan), avait disparu, alors qu'elle représentait 97,5 % de la population rurale totale en 1978, soit 770 millions de personnes. Une grande cérémonie présidée par le

président Xi a donc annoncé officiellement la fin de la pauvreté absolue en Chine ; narratif repris par les organisations internationales.

Naturellement, ce narratif triomphaliste a suscité de nombreuses critiques, y compris en Chine. D'abord, le discours officiel entretient un certain flou entre la pauvreté absolue et la pauvreté tout court. De plus, la fixation du seuil de pauvreté à un niveau très bas permet d'escamoter statistiquement des centaines de millions de pauvres. De fait, le *China statistical yearbook 2023* donne une indication sur le niveau de vie de la population. Selon le revenu disponible des ménages par quintile en 2022, les 20 % les plus pauvres vivent avec moins de 91 euros/mois ; 20 % vivent avec moins de 204 € ; 20 % avec moins de 324 € ; 20 % avec moins de 503 € ; et les 20 % les plus riches avec moins de 1 462 €/mois ; donc, 60 % de la population vit avec moins de 324 €/mois. Globalement, cela correspond à ce que l'ancien Premier ministre Li Keqiang avait révélé le 28 mai 2020, au détour d'une conférence de presse : « 600 millions de personnes disposent d'un revenu mensuel moyen de 1 000 yuans (127 euros au taux de change actuel). Avec une telle somme, même dans une ville de taille moyenne, il est difficile de trouver un logement ».

Par ailleurs, le degré d'inégalités de revenus est supérieur à ce qu'il est aux États-Unis, malgré la différence des systèmes.

Si les formes les plus extrêmes et les plus visibles de la pauvreté ont été supprimées, la pauvreté ordinaire persiste dans les zones rurales, mais aussi parfois dans les zones urbaines. Le fort ralentissement de la croissance a fait émerger une vaste catégorie de travailleurs précaires (dits « flexibles »). Depuis la crise du Covid, nombre d'entreprises, parfois pour éviter les délocalisations, ont baissé les salaires. Le *China Labour Bulletin*¹ recense et cartographie les nombreuses annonces de grèves dans certaines usines chinoises.

Certains chercheurs s'interrogent sur le risque qu'une partie de la population rurale ne retombe dans la pauvreté. De fait, des nouveaux pauvres apparaissent. Beaucoup de diplômés de l'université trouvent un travail sans rapport avec leur qualification. Les migrants ruraux, qui ont accompagné le miracle économique jusqu'au milieu des années 2010, vont partir à la retraite, pratiquement sans pension, avec seulement leur lopin pour se nourrir. En 2050, la Chine comptera plus de 500 millions de retraités ; la plupart d'entre eux disposeront d'une pension très modeste.

¹ Site internet du *China Labour Bulletin* : <https://clb.org.hk/en>

On loue les efforts du gouvernement dans sa volonté d’accélérer une décarbonation de l’économie. On évoque des villes écologiques comme vitrines illustrant cette politique. Vous limitez toutefois la portée de ces réalisations. Pourquoi ?

La Chine est sans doute le plus grand laboratoire mondial d’expériences en matière d’éco-urbanisme (écocités et écoquartiers) à la fois par la diversité des projets, leur échelle et parfois leur caractère innovant. Architectes et urbanistes chinois, mais aussi étrangers ont lancé des villes-éponges, des villes-forêts (ex. Liuzhou) ou des villes bas-carbone.

Néanmoins, certains échecs ont été retentissants, comme celui de Dongtan (Shanghai), Mentougou ou Lanfang. De grands projets se sont transformés parfois en villes-fantômes. Des villes écologiques ont été construites au sein de zones industrialo-portuaires répulsives dans le seul but d’attirer la main-d’œuvre industrielle comme celles de Caofeidian ou la Ville écologique Chine-Singapour de Tianjin ; il a été montré que cette dernière n’est pas plus écologique que Londres, sans que Londres n’ait été conçue selon les principes récents du développement durable. D’autres ont un plan et un site discutables comme celle de Nanhui, menacée par le relèvement du niveau de la mer. La ville de Baoding a été labellisée bas carbone, car elle est le siège de grandes entreprises de fabrication de panneaux solaires, mais elle représente elle-même l’une des villes les plus polluées de Chine. Des écoquartiers, parfois franco-chinois, sont en cours de réalisation à Wuhan ou Shenyang, mais à l’échelle de ces mégapoles, il s’agit davantage d’opérations de communication à usage interne et externe ou de transfert d’écoproductions. Elles font l’objet d’une surmédiatisation alors même que l’énorme vague de spéculation immobilière, aujourd’hui terminée dans la douleur, s’est opérée selon des standards de construction peu qualitatifs.

En quoi Pan Yue a-t-il été un pionnier dans le domaine de l’écologie ? Quel est son héritage aujourd’hui ?

En tant que journaliste puis vice-ministre de la Protection de l’environnement entre 2008 et 2015, Pan Yue a été l’une des figures publiques les plus actives en faveur d’un modèle de développement plus durable en Chine, y compris en s’attaquant aux puissantes entreprises nationales polluantes. Il a croisé le combat pour l’écologie avec la lutte contre les inégalités sociales en montrant que les pauvres étaient les principales victimes de la pollution. Fidèle à l’idéologie officielle anticapitaliste et anticolonialiste, il imputa les causes de la crise écologique aux seuls pays développés. Il a même dénoncé le « colonialisme environnemental » des pays riches dont les grandes entreprises se sont délocalisées en Chine, en oubliant sans doute un peu vite que le Parti communiste a mis tout en œuvre dans les années 1980, notamment les Zones économiques spéciales, pour attirer ces mêmes multinationales.

Ses combats lui ont valu de solides inimitiés, qui l'ont marginalisé à partir de 2016. S'il a été pionnier, les principes du développement durable sont désormais intégrés dans les politiques publiques chinoises, surtout s'ils permettent de stimuler la croissance, comme on peut le voir notamment dans la stratégie chinoise en matière de voitures électriques, batteries et éoliennes.

Vous évoquez l'existence d'une « Chine mosaïque » dans la très grande diversité des problématiques qui se présentent à chacune d'elles, dans le domaine écologique notamment. Si l'on porte un regard panoptique sur l'ensemble du pays, quelles sont les régions les plus vulnérables ?

Il est possible d'étudier la question du développement durable à l'échelle du pays tout entier. Mais l'analyse gagne en richesse et en complexité si l'on prend en compte la diversité des contextes naturels, sociodémographiques, économiques et ethnoculturels ; en effet, chaque grand type de territoire présente des problématiques spécifiques en matière de développement durable.

La grande Plaine de Chine du Nord, caractérisée par des hivers froids, un climat semi-aride, la prédominance d'industries lourdes, cumule les facteurs de non-durabilité, notamment en raison de la pollution de l'air souvent sévère et d'une crise hydrique multiforme. La Chine du Nord-Est est confrontée à une crise démographique et économique irréversible. Le fleuve Yangzi a été transformé en un gigantesque escalier de barrages et un réservoir d'eau pour la Chine du Nord, fonctions qui risquent d'être remises en cause par la diminution annoncée des apports hydriques venus du Tibet. Les Hauts Plateaux tibétains et la chaîne himalayenne sont soumis à un réchauffement accéléré qui entraînera d'abord une fonte massive du stock glaciaire puis, à partir de 2050, un tarissement progressif des eaux alimentant les grands fleuves chinois ou transfrontaliers (ex. le Mékong). L'appropriation par la Chine de ressources hydriques de plus en plus rares ne manquera de susciter des tensions critiques avec les pays situés à l'aval (Inde, Bangladesh, Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande).

Les plaines côtières seront confrontées au relèvement déjà observable du niveau de l'océan Pacifique mais aussi à la subsidence des terrains dans les mégapoles. Les campagnes vont se trouver lourdement impactées par le double choc du changement climatique et de l'effondrement des effectifs d'actifs agricoles. Les périphéries (Xinjiang, Tibet...) sont soumises à un processus de Hanisation forcée au nom de l'unité du pays ; à terme, les cultures locales survivront à l'état folklorisé et les populations non-Han se trouveront diluées et assimilées. L'effondrement démographique annoncé de la Chine et le survieillessement de sa population poseront un défi majeur en termes de sécurité nationale, notamment dans les régions frontalières.

Votre enquête est d'autant plus remarquable que vous dites d'emblée que les statistiques chinoises ne sont pas fiables. Comment méthodologiquement parlant avez-vous réussi à y parvenir ?

Avant toute analyse sur la Chine, il faudrait en effet rappeler l'incertitude statistique, involontaire ou intentionnelle ; vieille habitude de la Chine impériale, systématisée par la Chine communiste, où la statistique a été fortement politisée à la fois pour la propagande intérieure et pour cacher les vrais chiffres aux étrangers considérés comme des ennemis potentiels ; sans même parler des entreprises où parfois plusieurs comptabilités coexistent en fonction du destinataire.

Il suffira ici d'évoquer le chiffre de croissance du PIB en 2023 : officiellement de 5,2 %, il n'aurait été que de 1,5 % selon le cabinet spécialisé Rhodium ; et encore, 40 % de cette croissance serait imputable aux seuls (sur)investissements dans les capacités de production en matière d'énergie renouvelable (+ 473 GW). Les méga-investissements dans le solaire et l'éolien ont donc aussi une fonction contracyclique majeure et permettent de gonfler un PIB de façade. Cela signifie que les autres moteurs de la croissance ont eu une dynamique fortement négative et que les comparaisons internationales en matière de PIB sont plus que douteuses.

Face à cette réalité, la première des méthodes est déjà d'avoir le réflexe du doute systématique à l'égard des données officielles et d'essayer de ne pas en dépendre exclusivement. Il est ainsi essentiel de disposer d'un faisceau de discours en recourant notamment aux travaux de recherche scientifique. C'est ainsi qu'en lisant les publications de certains chercheurs chinois eux-mêmes, la production céréalière apparaît surévaluée de 100 millions t ou que l'opération de la Grande Muraille verte est loin de faire l'unanimité. Certains chercheurs chinois en Chine même ont acquis une stature scientifique qui leur autorise une certaine liberté ; d'autres publient dans des revues internationales jugées difficilement accessibles au public chinois ; d'autres encore sont installés à l'étranger et publient librement.

Il importe aussi d'être attentif aux voix dissonantes, y compris parfois des officiels, souvent âgés ou retirés des affaires donc intouchables, qui parfois lâchent des vérités, voire de petites bombes. Ainsi, Lou Jiwei (1950-), ancien ministre des Finances (2013-2016, très critique à l'égard de la stratégie de Xi Jinping, a-t-il pu déclarer à l'égard du plan « Made in China 2025 » : « Que des paroles et aucune action ! Du gaspillage d'argent public ! ». De même, He Keng, 81 ans, ancien directeur adjoint du Bureau des statistiques, a déclaré en septembre 2023 en pleine crise immobilière : « Combien y a-t-il de logements vacants aujourd'hui ? Chaque expert donne un chiffre très différent, les plus extrémistes estimant que le nombre actuel de logements vacants est suffisant pour 3 milliards de personnes ». Il en est de même de l'ancien

Premier ministre Li Keqiang au sujet de la pauvreté en Chine, qui a déclenché d'immenses réactions incroyables des internautes.

Il importe également de confronter les discours avec les faits. Le discours officiel concernant la « société harmonieuse » est largement remis en cause par l'existence de *gated communities* de villas de luxe, et parfois de véritables châteaux, où vivent les élites économiques et politiques du pays. Le discours triomphaliste sur l'efficacité de la lutte contre la désertification est à relativiser fortement si l'on observe les images satellites montrant la progression du sable dans diverses oasis du Xinjiang ou du Gansu, ou la multiplication des tempêtes de sable ces dernières années. La mise en avant des mégaprojets en matière d'énergies renouvelables doit être contrebalancée par le rappel de l'augmentation considérable de la consommation de charbon : en 2023, la Chine consommait 4,6 milliards t de charbon local (plus de 50 % du charbon produit dans le monde), plus 474 millions t d'importations, notamment de Russie... En 2017, la consommation de charbon n'était que de 3,4 milliards t. De même, la vision de l'état d'avancement de la transition énergétique varie nettement selon le critère choisi : en 2019, la part des énergies non carbonées était de 41 % dans la puissance installée électrique totale, de 31 % dans la production électrique totale, mais seulement de 14 % dans la consommation énergétique totale. Au sein de la production électrique totale, les énormes investissements dans l'éolien et le solaire ne représentaient qu'à peine 8 %, au lieu de 80 % pour l'hydroélectricité.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.